

CAMBODGE nouveau

15 Février 1994

Politique Economie Finances

Volume 1 Numero 2

FEUX VERTS

Le vert est-il la couleur préférée des Cambodgiens ? En tous cas le dollar exerce sur eux un attrait certain. C'est bien le signe qu'ils réintègrent la communauté internationale.

"La politique, la sécurité, l'organisation du gouvernement, le budget, les finances, la monnaie : tous les feux sont au vert", nous dit le vice-gouverneur de la Banque Nationale, Madame Tioulong Saumura. "En un temps très court, le Cambodge a procédé à des élections, rédigé et adopté une Constitution, changé de régime et restauré la royauté, nommé un gouvernement, construit et adopté un budget ... tout cela a été simple, rapide, efficace".

"Chacun peut le constater : Phnom-Penh est une ville plus sûre que bien d'autres capitales du sud-est asiatique. Il faut que l'opinion internationale constate cette sécurité revenue. Et nous préparons la réunion de

l'ICORC fin mars, à Tokyo, pour que les bailleurs de fonds reconnaissent la solidité politique et financière du Cambodge". L'enjeu : qu'ils renouvellent et appliquent concrètement les promesses faites lors de la réunion précédente, de consacrer au Cambodge un peu plus d'un milliard de dollars.

Ils semblent déjà en partie convaincus par l'évolution du Cambodge. Les recettes du gouvernement augmentent rapidement, avant même que des impôts nouveaux aient été créés, de sorte que le budget a été voté en excédent. *"Le ministère des Finances ne sollicite même pas la Banque Nationale pour qu'elle imprime des billets : les experts de la Banque Mondiale m'ont dit qu'ils n'avaient jamais vu ça".* Manifestement, le redressement est vigoureux. Le vert cambodgien est peut-être avant tout un vert végétal: celui du riz, celui des pousses qui apparaissent sur un tronc d'arbre très sévèrement élagué.

Aménagement du territoire

ZONE INDUSTRIELLE A SIHANOUKVILLE

Créer une zone industrielle à Sihanoukville, rien de plus logique. Là se trouve le seul port maritime en eau profonde du Cambodge. Sihanoukville est la porte du Cambodge sur le monde, une porte qui ouvre sur l'une des régions les plus dynamiques de la planète : le sud-est asiatique. Ce port, au reste en bon état, est à deux jours de mer de Singapour, le grand

carrefour maritime, et d'autre part bien relié à Phnom-Penh par le rail et par la route. Une telle situation génère tout naturellement une concentration des activités économiques. Avantage supplémentaire : il existe du terrain disponible, il y aura très peu à démolir pour créer des installations modernes.

L'idée de créer un port à Si-

(Suite page 5)



Notre enquête:

Les salaires

HÔTELLERIE ET RESTAURATION

Après le Secteur public et le Bâtiment, nous poursuivons notre enquête sur les salaires au Cambodge. Aujourd'hui : les salaires dans l'Hôtellerie et la Restauration.

Dans la RESTAURATION, on observe avec logique des écarts de salaires selon le niveau de l'établissement. Soulignons que ces salaires ont été relevés à Phnom-Penh, dans des restaurants plutôt "haut de gamme" puisqu'ils reçoivent des étrangers. La plupart des restaurants au Cambodge sont des entreprises familiales où l'on ne pratique pas les

salaires : il s'agit plutôt d'un revenu familial collectif.

Les chiffres ci-dessous, "coups de sonde" effectués début février, correspondent à des salaires mensuels en dollars.

. Cuisinier : 250 ; 80 à 250 ; 80 à 100 ; 250 ; 80 à 100 ; 500 pour 4 personnes travaillant ensemble (cuisine chinoise) ; 180 pour 3 personnes (cuisine khmère) ; 600 pour 3 personnes (cuisine française). La moyenne se situe aux environs de 150 dollars par mois.

. Aide-cuisinier : 100 ; 200.

(Suite page 6)

DOUANES: La nouvelle donne

Les taxes douanières représentent 60 % des recettes intérieures du Cambodge. Proportion anormalement élevée, qui tient au fait que l'autre principale source de recettes, les impôts, est pour l'instant anormalement faible. Comment donc se portent les douanes ? CAMBODGE NOUVEAU a posé la question au Directeur des Douanes M. Sar Ho. Voici l'essentiel de ses réponses.

Résultats en hausse

Les Douanes se portent de mieux en mieux, et le plus clair des signes, c'est l'augmentation des recettes, passées de 13,7 milliards de riels en juillet 1993 à 23 milliards en décembre et à 29,1 milliards de riels, en janvier 1994, chiffre record. De sorte qu'en six mois, les recettes douanières ont nettement plus que doublé.

(Suite page 3)

à l'intérieur...

organisation du Cambodge nouveau
hévéas-caoutchouc: le déblocage
Conjoncture

page 2 -
pages 4
pages 6-7-8

Brèves**Port de Phnom-Penh**

Les Japonais seraient prêts à financer à hauteur de 20 millions de dollars l'aménagement et le développement du port de Phnom-Penh à son emplacement actuel, c'est à dire entre le "pont japonais" et l'hôpital P.M.K. Une certaine logique du développement voudrait que ce port, trop à l'étroit à son emplacement actuel, déménage de l'autre côté du Tonle Sap, sur la rive est de la presqu'île de Chreu Chanwar. Les chargements et déchargements y seraient plus faciles, il y aurait toute la place disponible pour les appareils de levage, stocker les marchandises, construire des hangars, prévoir une aire de stationnement pour les camions, ...

Le choix soulève plusieurs questions. Technique : le pont actuel non encore en service est-il capable de supporter un trafic très important ? Et financière : si le port reste où il est, les spéculateurs, qui ont acheté très bon marché les terrains de la presqu'île (2 dollars le m²) et espèrent le revendre 200 fois plus cher, se sentiront lésés. Si le gouvernement décidait d'utiliser ces terrains pour y faire un parc, ou une pépinière, il se pourrait que des mesures draconiennes soient prises par le Comité National d'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (CNATU) qui en a reçu le pouvoir.

Une Foire Internationale

devrait avoir lieu à Phnom-Penh cette année pour la première fois. Nom envisagé : le *Forum des Entreprises*. On ne sait encore si elle durerait trois jours ou une semaine, et la date n'est pas encore fixée. Les entreprises participantes auront chacune leur stand. On prévoit des animations culturelles, organisées chaque soir par un pays différent, des concours gastronomiques, des séminaires sur les aspects du développement économique du Cambodge. Objectif : redorer l'image du Cambodge à l'étranger.

**CAMBODGE :
LA NOUVELLE ORGANISATION (II)**

Le premier numéro de CAMBODGE NOUVEAU expliquait le schéma général des prises de décision en matière économique, et donnait des précisions sur le Conseil pour le Développement du Cambodge (CDC), et sur le Comité National d'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (CNATU).

Nous poursuivons en indiquant quelles sont les attributions du Ministre chargé de la Réhabilitation et de la Reconstruction du Cambodge.

Le Conseil de Développement du Cambodge, CDC, est assisté dans sa tâche par le Comité National de Réhabilitation et de Développement (CNRD) et par le Comité des Investissements (CNI). La responsabilité du CNRD est confiée au Président Keat Chhon, ministre d'Etat. Sa mission est de coordonner les différents ministères et organes compétents en matière de programmes et projets de restauration et de développement du pays, de réception des aides étrangères, et d'investissement public ou privé.

Ces attributions de coordination visent d'une part à dresser un ordre prioritaire des besoins du pays dans la réhabilitation et le développement pour le présent comme pour le court, le moyen et le long terme, s'inscrivant dans une conception et un programme global de réhabilitation et de développement. Ce programme est de caractère systématique, ordonné et communiquant. Tout projet s'inscrit dans ce programme.

La coordination vise d'autre part à orienter la répartition et l'utilisation des ressources du pays comme celles provenant de l'extérieur pour la réhabilitation et le développement du pays. Dans le concret, il s'agit de coordonner la réception des aides bilatérales, plurilatérales, et les aides internationales en fonction des besoins du pays et de coordonner les aides reçues en harmonie avec les investissements privés.

De ce fait, toute personne concernée par l'investissement rencontrant des difficultés dans sa démarche a intérêt à prendre contact, en fonction du domaine qui le concerne, avec le Président du CNRD, dont le champ de compétence est très large, puisqu'il doit :

- restaurer et créer l'infrastructure nécessaire à

la production de l'agriculture et de l'industrie, au tourisme, au transport, aux services divers et au développement rural comme au bien-être de la population en général.

- réhabiliter et développer les ressources humaines concernant l'amélioration de la santé, de la culture générale et de l'évolution des mentalités dans l'esprit de l'économie de marché.

- réviser la structure administrative ainsi que la rédaction et l'amélioration des textes réglementaires au service de la sécurité, de la stabilité et du bien-être de la population, afin de créer un environnement socio-économique favorable au mécanisme de l'économie de marché, dont l'Etat et les particuliers sont les partenaires, et dans lequel l'Etat reste le stratège du développement;

- développer les ressources naturelles et gérer et protéger l'environnement;

- se mettre en relations avec les pays et les organes internationaux d'aide, en particulier avec le Comité International pour la Réhabilitation du Cambodge (ICORC), et l'UNDP, afin d'harmoniser les idées et les priorités du programme de réhabilitation et de développement du pays, telles que la coordination des aides et la distribution de ces aides, de façon à assurer leur utilisation efficace et à répondre aux besoins du pays.

CAMBODGE NOUVEAU

Politique, Economie, Finances

bi-mensuel publié à Phnom-Penh

Directeur de la publication : Kong Phirun

Rédacteur en chef : Alain Gascuel

Mise en page : Don Brains

Impression : Cambodia Informatic Center

10 rue 282 - BP 836 Phnom-Penh

Royaume du Cambodge

tel (015) 91 19 67

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu exclusivement sur abonnement

Exemplaire gratuit et tarif des abonnements sur demande

Publicité : tarifs sur demande

DOUANES: La nouvelle donne

(Suite de la page 1)

Quant aux "prises", les amendes infligées aux fraudeurs, elles ont atteint 1,01 milliard de riels pour 1993 et, selon des chiffres encore provisoires, 1,03 milliard pour le seul mois de janvier. Ces bons résultats viennent d'une meilleure efficacité du système : meilleure efficacité des douaniers, qui trouvent leur intérêt à être efficaces, puisqu'ils se partagent 50 % des amendes (complément bien nécessaire à des salaires qui s'étagent entre 30 000 riels par mois, soit 12 dollars, pour les moins bien payés, à 50 000, soit 20 dollars, pour le mieux payé, le Directeur) ; meilleure coopération aussi entre les douanes, la police militaire (qui a reçu en prime 69 millions de dollars tout récemment), les indicateurs, etc ... ; et meilleure efficacité des services techniques aussi, aidés par les experts de Kamcontrol, qui ont aujourd'hui un laboratoire.

La fraude n'est évidemment pas éliminée, il reste des contrebandiers qui échappent au contrôle; nous manquons encore de certains matériels comme des moyens de communication, des vedettes côtières et fluviales, etc ... Et il reste des fraudeurs de la douane. La Direction des Douanes estime à 30 % environ "le manque de recettes", un chiffre qui est en progrès sur la période précédente.

Réforme des Douanes

Il ne faut pas attendre de

grands bouleversements, plutôt des ajustements tarifaires "au coup par coup", en fonction des options de la politique économique du pays. La grande réforme a été en septembre 1993 l'adoption du **Système Harmonisé ("SH")**, qui a consisté à adopter les normes internationales en matière de désignation des marchandises. Cette nomenclature est plus accessible, plus précise, elle simplifie beaucoup la tâche des entreprises et les échanges du Cambodge avec le reste du monde. Il reste à bien utiliser cette nouvelle nomenclature, et à préciser la

Les recettes des Douanes passeront, selon le Budget de 1994, de 173,5 milliards de riels en 1993 à 248,7 milliards de riels en 1994 sous l'effet de l'application des réformes introduites en 1993.

traduction des termes en khmer.

Les importations d'autre part sont désormais imposées sur leur valeur CIF déclarée et non plus sur les valeurs homologuées par l'administration.

Une baisse des tarifs à l'importation ? C'est une idée du Conseil des ministres, qui doit être précisée et mise en application "le plus vite possible". Il appartient à la Direction des Douanes et au ministère des Finances de faire des propositions. Un groupe de travail va être créé, ainsi qu'un Comité interministériel. On ne peut donc pas encore parler de l'importance de la baisse des taux, ni des marchandises auxquelles les baisses seront appliquées.

Mais il est certain qu'il y aura baisse.

Pour les taxes à l'exportation, elles ont été supprimées le 16 septembre (elles l'étaient déjà), sauf pour deux catégories de marchandises : le bois en grumes et les produits de la pêche.

Exonérations ? C'est la question que posent tous les négociants, tous les investisseurs : "quelles exonérations, quels délais de grâce" puis-je espérer ? Quels sont les critères ?

La réponse pour l'instant est la suivante : 1) pour les négociants, qui importent toute leurs marchandises pour les

revendre, les Douanes peuvent percevoir une taxe proportionnée aux bénéfices; 2) pour les investisseurs, le gouvernement étudie actuellement

les propositions d'exonérations des taxes à l'importation. On peut dire déjà que l'on prévoit des exonérations très importantes. Une exonération pour les exportateurs est une possibilité.

Les Douanes en 1994 : selon les travaux préparatoires réalisés pour la réunion de l'ICORC, un *Code des Douanes* établissant les règles de dédouanement, de transit, les pénalités, les recours etc ... sera prêt pour la fin mars. On commença en 1994 à utiliser des courtiers. La formation des officiers des Douanes sera poursuivie, et elle concernera aussi les importateurs et exportateurs (établissement des déclarations).

Caoutchouc

une étude sur l'ensemble de la filière va être réalisée par un cabinet spécialisé, sur appel d'offres, de façon à aider le gouvernement à déterminer les grandes orientations dans ce secteur. C'est la Caisse Française de Développement qui finance l'étude. Elle pourrait être terminée dans quelques mois.

Langues

A l'Institut des Langues Etrangères, l'anglais progresse rapidement. Pour l'année scolaire 1992-93, la France proposait 100 bourses à 250 candidats, l'Australie 40 bourses à 1000 candidats. Pour l'année 1993-94, la France offrait 100 bourses à 600 candidats, l'Australie 100 bourses à 3000 candidats

Dernière heure

Nous apprenons les noms des trois Secrétaires généraux qui tiendront des postes clé au sein du Conseil de Développement du Cambodge (CDC), du Comité National des Investissements (CNI) et du Comité National de Réhabilitation et de Développement (CNRD) :

MM. SUN CHAN THAN, qui vient de France, ITH VICHET qui vient des Etats-Unis, et YAN CHANNARA, qui était Directeur de la Planification au ministère du Plan.

Toute reproduction des articles de ce journal, sans mention de source, est interdite.

Assistant le 4 février, au Centre Culturel, à l'inauguration d'une exposition sur les plantations d'héveas et le caoutchouc, le Prince Ranariddh a fait preuve de l'intérêt qu'il prend à ce secteur particulièrement prometteur de l'économie cambodgienne. Ses propos ont répondu à l'attente des spécialistes français : le gouvernement cambodgien est décidé à agir.

sociétés mixtes

La décision de privatiser le secteur hévéicole débloque la situation : des sociétés mixtes (compagnies privées-gouvernement cambodgien) vont pouvoir être créées, comme le souhaitent les sociétés étrangères désireuses d'investir. Les investissements sont si lourds dans ce secteur que pas une ne voudrait de surcroît acheter au gouvernement la plantation elle-même, explique l'expert Philippe Monnin.

Tout n'est pas réglé pour autant. Le premier problème qui se présente désormais est l'évaluation de la valeur des apports du gouvernement cambodgien dans les futures sociétés mixtes : si les investissements étrangers peuvent être précisément chiffrables, en revanche l'évaluation de la valeur des arbres (la seule plantation de Chup en compte environ 3,5 millions !), des usines et du matériel (camions ...) va demander au moins un an.

En attendant, on va sans doute créer des sociétés mixtes portant sur une partie seulement des activités : la gestion, l'usinage, l'exportation par exemple, (cette dernière activité comportant : conditionnement, expédition, marketing). De

telles sociétés, avec un bon encadrement sur le terrain, permettront de remettre de l'ordre, de l'efficacité et de la clarté dans des situations qui restent très mal connues, où la fraude est considérable. Le ministre de l'Agriculture Tao Seng Hor reçoit à Paris à la mi-février les représentants des Sociétés françaises SODECI et Terres Rouges Consultant pour entrer dans le concret des négociations, tandis qu'une Société belge s'appête à investir dans la plantation du Rattanakiri.

depuis quelques mois par les Cambodgiens est remarquable" nous a dit M. J.M. Seyman, représentant régional de SAFIC-ALCAN, société de négoce international (qui a le premier rang mondial pour le latex, le caoutchouc naturel et l'huile de palme). "Ils ont su écouter les conseils des experts, en tenir compte et réaliser rapidement des progrès, en matière de production, de récolte, d'usinage, d'emballage, qui portent déjà leurs fruits. La propreté

l'exposition du Centre Culturel, deux Sociétés, Hutchinson et Safic-Alcan, ont remis en cadeau au Premier ministre des objets fabriqués avec le caoutchouc cambodgien.

Un autre obstacle à surmonter sera celui de la formation. Un élément indispensable pour le succès de la "filiale caoutchouc", c'est la capacité et la volonté de bien faire de tous les intervenants. Le caoutchouc est le résultat d'une chaîne d'opérations et c'est le suivi minutieux de chaque opération qui assure la qualité finale. Les industriels utilisateurs sont très prudents : le caoutchouc est l'objet d'homologations, de tests, d'analyses en laboratoires, d'essais. Ils n'augmentent leurs achats que progressivement. Une simple écharde en bois dans une balle est très difficile à détecter et peut se retrouver dans le produit final. Pour assurer sa propreté qui laissait à désirer, le caoutchouc n'est plus transporté en vrac sur des palettes, au départ de Chup, ce qui le polluait considérablement. La balle, protégée par un mince emballage de polyéthylène contre les poussières, est désormais transportée en container de l'usine de Phnom-Penh (en attendant l'usine sur les plantations mêmes), par Sihanoukville et Singapour, jusqu'à l'usine de consommation, où elle arrive impeccable.

Après ces premiers résultats, il faut maintenant réhabiliter de nouvelles plantations, créer de nouvelles usines, réaliser de grands efforts de promotion. La renaissance du caoutchouc cambodgien exigera des centaines de millions de dollars.

HEVEAS CAOUTCHOUC *débloqué*

On n'entreprendra les re-plantations qu'après cette première phase, au plus tôt en 1995 - encore faut-il prévoir le temps de créer une pépinière- avec l'indispensable financement d'organismes comme la Banque Mondiale, la Banque Asiatique de Développement, la Communauté européenne, ... financement qui se déclanchera d'autant mieux que des organismes privés investiront eu-mêmes une part des sommes nécessaires.

la qualité retrouvée

Une autre bonne nouvelle, c'est que le redressement de l'hévéaculture semble bien amorcé. "Ce qui a été fait

du caoutchouc notamment, qui joue un très grand rôle dans sa valeur, est bien meilleure.

" Nous avons pu depuis novembre 1993 commencer les exportations : quelques milliers de tonnes vers une dizaine de pays : Italie, Espagne, Allemagne, Grande-Bretagne, Irlande, Uruguay, Argentine, Mexique, ... Les réactions des industriels sont très favorables. Je suis très confiant pour l'avenir. Nous pourrions tenir les prévisions de l'accord-cadre signé avec le gouvernement cambodgien il y a deux ans :

14 000 tonnes exportées en dix-huit mois". Un signe concret du redressement : lors de l'inauguration de

UNE ZONE INDUSTRIELLE A SIHANOUKVILLE

(Continued from page 1)

Sihanoukville remonte à 1955, après que le Cambodge eut recouvré sa totale indépendance. Sous le protectorat français, tout le trafic passait par le Mékong, et Phnom-Penh n'était ravitaillée que par cette voie fluviale. Son accès à la mer dépendait exclusivement du bon vouloir des Vietnamiens. Peu de bateaux remontaient jusqu'à Phnom-Penh : on transbordait à Saïgon.

La liaison routière entre Phnom-Penh et le port maritime, traversant les zones montagneuses du sud-est cambodgien, réalisée par les Américains, qui doivent la réhabiliter au cours de 1994, va certainement attirer l'implantation d'activités industrielles tout au long de son parcours de 248 km, doublé d'une voie ferrée. Phnom-Penh sera appelée à devenir un port fluvial desservant le trafic intérieur du pays. Le Comité National de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (CNATU) est chargé de superviser et d'harmoniser la création d'une zone industrielle et d'une zone touristique à Sihanoukville.

La zone industrielle est à envisager sur une partie de la baie de Kompong Som, approximativement où est déjà installée la raffinerie.

Le site, entre la mer et des collines, est faiblement vallonné. Les collines, rejoignant la mer en deux endroits, créent trois surfaces distinctes. La voie ferrée Phnom-Penh - Sihanoukville traverse la zone dans toute sa longueur. Il existe une retenue d'eau couvrant une vingtaine

d'hectares.

Le Plan directeur existant dans les années 60 comportait trois ensembles :

- une zone industrielle
- une zone franche consacrée à l'exportation
- une zone résidentielle

La zone industrielle serait réalisée par étapes en tenant compte du développement économique du pays. On créera d'abord la partie centrale de l'ensemble, où seront situées les installations de distribution et de collecte communes à l'ensemble : un centre commercial, une station d'épuration des eaux; une gare ferroviaire y seront construits. La surface des lots disponibles pour les entreprises est vaste dans cette zone industrielle en fonction des besoins croissants de l'exploitation du pétrole.

N'oublions pas enfin que les alentours de Sihanoukville se prêtent très bien à la culture des légumes et de fruits tropicaux comme les ananas, qui pourraient susciter une industrie agro-alimentaire très active.

La zone franche comportera tous les services, réservoir d'eau et station de filtrage, centrale électrique, gare routière. Cette zone franche consacrée à l'exportation sera close, avec une entrée unique, de façon que le va et vient des marchandises puisse être effectué efficacement. Les lots proposés aux entreprises auront les mêmes surfaces que dans la zone industrielle.

Les routes, la desserte ferroviaire, l'adduction d'eau, l'évacuation et le traitement des eaux usées, l'énergie électrique, les télécommunications, feront l'objet d'études particulières.

La zone résidentielle située à proximité du port où se trouve déjà l'agglomération, comme jadis, ne néglige pas son extension vers le centre urbain.

SIHANOUKVILLE TREMPIN POUR LE TOURISME

Il en est de même pour une zone touristique qui longerait probablement le bord de mer, avec son calme et son site paysagiste. Dernièrement le gouvernement a décidé de remettre la cité de O Cheu Teal entre les mains des autorités provinciales, comme réserve destinée aux constructions hôtelières.

Cette zone était dans les années 80 placée sous autorité militaire. A partir de 1989, date du départ des troupes vietnamiennes, ces terrains ont fait l'objet d'un lotissement spontané et les accapareurs de terre, à l'époque, revendaient chaque lot de 30 x 20 m moyennant 1000 dollars ou davantage.

En 91 le prix des terrains revendus par la spéculation atteignait déjà 10 000 dollars par lot. Mais les autorités provinciales n'ont voulu délivrer aucun titre de propriété, si bien que les revendications et les plaintes ont suscité la décision, gouvernementale cette fois, de ne pas reconnaître les transactions. Les prétendus maîtres des terrains ne se souciant pas de ces mesures administratives, ont profité du moment des élections générales pour continuer à prétendre être propriétaires. Le terrain continuant à être revendiqué par des personnes privées, le gouvernement

actuel a rendu début février son verdict : ces terrains seront remis aux autorités civiles pour qu'elles en fassent une zone touristique. Il n'a pas été question d'indemnités. Les clôtures seront ratissées très probablement.

Il en est de même pour toute la zone de Sihanoukville où il n'y a pas encore de plan d'utilisation du sol et de construction. Des mesures adéquates vont être prises pour remettre de l'ordre dans cette zone si convoitée. Une délégation interministérielle s'est rendue tout récemment sur place pour décider la délimitation des zones citées ci-dessus.

Il a été décidé lors du dernier Conseil des ministres que Sihanoukville serait prochainement dotée d'un aéroport de niveau international, capable d'accueillir les avions de grande capacité, car l'aéroport de Pochentong est trop restreint, et celui de Siem Reap est interdit aux gros porteurs, qui risqueraient de faire trembler les monuments, et qui feraient des désastres en cas d'accident.

Les touristes vont donc arriver près de Sihanoukville, et l'on doit prévoir qu'un séjour de détente sur ses plages d'un blanc inégalé, dans ces eaux douces, feront un complément très apprécié ; la "bretelle" sur le trajet Bangkok - Siem Reap (qui risque de ne retenir les touristes au Cambodge qu'une seule nuitée, ou même pas), et donc ainsi préparée. Les touristes passeraient un plus long séjour au Cambodge si l'on devait y créer un port de plaisance et organiser la pêche sous-marine.

CONJONCTURE

Dominique CAUSSE
Conseiller commercial
auprès de l'Ambassade de
France

La machine gouvernementale commence à tourner. Une raison de la paralysie, c'était que le Conseil des ministres ne se réunissait pas : quatre fois en six mois environ. Le travail interministériel commence. Le Conseil des ministres se réunit tous les 10 ou 15 jours. La remise en état des mécanismes de décision commence bien. Les fi-

nances publiques sont bien gérées, la tenue de la monnaie est remarquable. Les bailleurs de fonds, FMI, Banque Mondiale, Banque Asiatique de Développement le reconnaissent.

Cependant il est urgent que soit publié l'arsenal législatif : code des investissements, code juridique, droit fiscal, En particulier il faudra que le code des investissements soit précis, que les décisions du Comité National des Investissements soient conformes aux critères annoncés.

Franck Lafourcade
directeur de l'hôtel Allson

Nous ne sommes ouverts, partiellement, que depuis le 15 novembre; nos 70 chambres ne seront ouvertes que fin février. Nous sommes donc tout jeunes. Ces débuts sont plus durs que prévu : toute l'hôtellerie est touchée par la crise mondiale, et s'y ajoute dans le cas du Cambodge que la reconstruction est plus lente qu'espéré. Les investisseurs et les touristes manquent encore de confiance. Ils cherchent des garanties. Beaucoup d'hôtels qui avaient fait de bonnes affaires au temps de

l'APRONUC souffrent aujourd'hui. Beaucoup ne sont pas aux normes internationales. Je suis optimiste pour l'avenir. On sent une petite demande du côté des hommes d'affaires. Exceptionnellement, nous serons remplis à 100 % la semaine prochaine. Je pense que les mois d'octobre, novembre, décembre prochains seront bons, sous l'effet d'une reprise économique dans le monde, donc du tourisme, de l'attrait du Cambodge, un pays qui a un charme fou, et en ce qui concerne mon hôtel, des efforts de promotion - qui demandent six mois au moins pour porter leurs fruits.

(Continued on page 7)

Enquête : les salaires.

(Suite de la page 1)

. **Acheteuse** : 250; 80 (+ avantages); 250.

. **Serveur (se)** : le salaire varie beaucoup selon l'expérience : 30 à 40; 60; 35 - 40- 45- 70; 35-50-60 ; 35 - 50 - 80; 35-40-45. La moyenne se situe aux environs de **50 dollars par mois**. Les salaires sont plus élevés pour les serveurs et serveuses chargés particulièrement des boissons : 80-40-70; 150 - 40 -70. Moyenne aux environs de **65 dollars mensuels**.

. **Maitre d'hôtel** : 100; 400; 150; 100. Moyenne environ **190 dollars**, le salaire dépendant évidemment beaucoup de la classe de l'établissement, de l'expérience, et des connaissances du personnel en langues étrangères.

. **Chef** : 350-400-450; 250; 70; 100. Moyenne **270 dollars**. Mêmes remarques que ci-dessus.

. **Caissier** : 80-100 ; 60. C'est souvent l'un des patrons

de l'établissement qui tient la caisse, il n'y a pas alors de salaire. Moyenne **80 dollars**.

. **Réceptionniste** (3 langues) **80 dollars**.

. **Femme de ménage, simple employé** : 30; 40; 45; 40. Moyenne : **38 dollars**

. **Gardien** (19h-minuit) : 20-30.

. **Groom** : 20-30.

Dans l'HOTELLERIE, mêmes variations de salaires que dans la restauration en fonction de la classe de l'établissement et de l'expérience des salariés, mais le système des primes joue un plus grand rôle.

. **Réceptionniste** (il est en général demandé de s'exprimer en plusieurs langues) : 60 ; 80; de 50 (+ primes) à 300 (sans primes); 80 à 100. Moyenne aux environs de **100 dollars par mois**.

. **Caissier** : 60 (+ prime 15); 100 (parle anglais); 40 (+ primes); moyenne environ **65 dollars**.

. **Ingénieur, électricien** chargés de l'entretien : **50 à 150 dollars**.

. **garçon d'étage, garçon de chambre** : 45; 40 à 80; 40 (+ prime). Moyenne : environ **50 dollars**.

. **Porteur** : 30; 40; 30 ou 40 (+ primes); 50. Moyenne : **40 dollars**.

. **Gardien** : 30 ; 30 ou 40 (+ primes); **chef de sécurité** : 100; **sous-chef** : 70.

. **Femme de ménage** : 45; 40; 30-40-50 (+ primes); 40 (+ prime). Moyenne environ **45 dollars**.

. **Groom** : 30; 40; 30 à 40 (+ primes); 20 à 30. Moyenne : environ **40 dollars**.

Il n'existe pas de législation concernant la **sécurité sociale**. En cas de maladie, chaque cas est traité par l'employeur "au coup par coup", en fonction des relations personnelles, de l'ancienneté, du cas particulier. Un hôtelier

toutefois déclare verser 50 % du salaire en cas de maladie, un autre payer cinq jours de salaire, un troisième est en train de mettre au point un système s'appliquant à tous ses employés.

Les primes semblent au total assez rarement pratiquées. Elles prennent des formes diverses : un employeur fournit le vêtement, un autre octroie une prime de 15 dollars par mois à certains employés (qui peut leur être retirée).

Un hôtel pratique le système suivant : il redistribue entre tous les employés non-cadres (ils sont 70) les 10 % de "services et charges" sur le chiffre d'affaires que doivent payer les clients. Chaque employé reçoit la même somme. Elle a été de 14 dollars en janvier, elle sera de 25 à 30 dollars en février. Un tel système est encore exceptionnel.

enquête Dim
Sovannarom

Cette enquête a été réalisée grâce à la collaboration des hôtels et des restaurants : Sokhalay, Ambassador, Allson, Pizza, Neak-Pean.

CONJONCTURE

(Continued from page 6)

Sim Rasy

Directeur de La Vinothèque

Nous sommes dans un creux : environ 50 % de moins d'activité qu'en décembre. Après les fêtes, c'est normal. Mais joue aussi le fait que les hôtels et les restaurants qui forment une grande partie de notre clientèle, souffrent d'un manque de visiteurs : on attend les touristes et les hommes d'affaires. Tant que la stabilité ne sera pas reconnue, ce sera ainsi. Dans le domaine du vin, une grosse concurrence arrive : d'Australie, de Californie, d'Espagne, de Hongrie. Ici nous jouons la qualité plutôt que les prix. Et le contact avec la clientèle : je vais installer 5 ou 6 tables

de bistrot, et on pourra goûter tous les vins au verre.

Stéphane Barathon

directeur de LST

LST a abandonné son activité de transitaire au Cambodge fin décembre 1993 : nous travaillions surtout avec l'APRONUC, avec l'armée française en particulier, et nous sommes spécialisés dans les gros projets. "En sommeil" actuellement, nous allons nous mettre "en veilleuse" avec un bureau et un représentant, de façon à être prêts à reprendre dès que la conjoncture le justifiera. LST reste d'autre part présent à Phnom-penh avec la Boulangerie Parisienne, qui se développe.

Kong Rithy Chup
Directeur général de
l'International Youth Club

Le Club marche bien. Nous comptons en janvier presque 420 membres. La communauté française l'a rejoint massivement. Piscine, gymnastique, six courts de tennis, pétanque, ... nous allons y ajouter début mars un restaurant en plein air qui aura un chef français. Je pense organiser des soirées spéciales, où les pays pourront faire goûter leurs spécialités. Et il y aura de l'animation sportive, avec des tournois de tennis, de natation, de badminton, de ping-pong, de pétanque, de volley ...

Un salon de beauté ouvrira fin février. Et les projets ne s'arrêtent pas là : nous préparons l'ouverture dans le courant de l'année d'un piano-bar-cabaret,

et d'un club de billard et snooker permettant les tournois internationaux. Ensuite, sans doute un restaurant climatisé, au premier étage, où pourraient avoir lieu des diners-débats, des conférences, des projections ...

Prochainement, des agences de voyage vont insérer une demi-journée de détente au Club dans leurs programmes de séjour à Phnom-Penh

Les projets d'avenir en fait vont bien au-delà, avec le complexe qui doit juxter le Club : il comprendra deux hôtels, un business center et un shopping center, selon une formule moderne qui manque encore à Phnom-Penh. Deux formules sont à l'étude, l'une d'un investissement de 20 millions de dollars, l'autre de 30 millions, la seconde correspondant à des appartements et bu-

(Continued on page 8)

Speaker's Corner : De la culture livresque

Ayant vécu dans le pays tout au long de ma vie, je me suis privé à moitié de la culture livresque qu'ont pu acquérir les expatriés récemment rentrés au pays nantis de hauts diplômes. Je me félicite par contre d'avoir pu assister à tous les événements historiques de mon pays, surtout depuis l'acquisition de l'indépendance de 1953. Il est bien vrai que la culture livresque donne des théories et peut se pratiquer dans les pays de formation de la manière la plus profitable. Mais elle n'est pas nécessairement adaptée aux circonstances et surtout aux conditions géographiques d'un pays qui n'est pas son terrain, comme le Cambodge.

Il est des hommes extravagants rentrant dans leur pays figés dans un mépris total pour leurs compatriotes restés dans le pays en les prenant pour des vendus à la solde des étrangers. Celui qui est resté sur sa terre natale est toujours maître chez lui. S'il gagnait sa vie c'est qu'il travaillait pour toucher un maigre salaire, de son gou-

vernement propre pendant que les autres touchaient à l'étranger bien davantage mais de l'argent étranger. Le prix d'une vie arrachée à la mort en ce jour du 7 janvier 1979 a beaucoup de sens pour lui. Il n'a aucune idée d'être de nouveau asservi à qui que ce soit, et surtout de ne pas tomber de nouveau sous le joug des Khmers rouges. Avant cette libération, l'homme n'était même pas l'égal d'un animal, et n'avait comme nourriture tout que simplement de quoi apaiser la faim.

En ayant survécu à cette période de trois ans, huit mois et vingt jours de la tragédie nationale, l'homme de l'intérieur du pays voit bien la finalité de sa vie dans toutes ses proportions, et encore bien la réalité des choses de la vie. On est devenu libre, et alors on donne le meilleur de soi pour tirer le pays de son dénuement total. Et quiconque nie les réalisations obtenues depuis lors n'a pas d'honnêteté intellectuelle, il est un obsédé. Donc il faut prendre garde que ces gens prétentieux et complexes venus de l'extérieur ne soient pas placés dans la haute hiérar-

chie de la direction gouvernementale. Ils entraveraient sûrement la marche vers l'union nationale et encore plus sèmeraient la discorde parmi leurs proches collaborateurs.

Être cultivé est bien l'essence de l'homme. Mais un proverbe khmer dit "être cultivé soi-même mais aussi bien être attentif au savoir des autres". Personne n'est mieux placé que quiconque par son expérience et son instruction. Qu'on cesse de se chamailler. Prenons le temps de nous occuper ensemble à construire notre pays dans la bonne entente, sans taxer quiconque de quoi que ce soit. Nous ne sommes pas nombreux, pas même dix millions d'habitants actuellement et si le sang ne cesse de couler, nous serons submergés bientôt en nombre par nos voisins proches, et rien ne pourra alors les stopper dans leur conquête de terres nouvelles.

Kong Phirun

CONJONCTURE

(Continued from page 7)

reaux de très grands luxe et confort.

Dans une autre hypothèse, il est envisagé de raser tout ce qui existe, et de tout recommencer. On pourrait créer aussi un Centre de Relations Internationales, politique, économique, culturel. Le Prince Ranariddh y est favorable. Ce projet-la serait nettement plus cher que les précédents. Je cherche à convaincre les Japonais de l' Asukaa Holding qui possèdent le Club - en leasing. Mais on ne peut choisir entre ces options tant que les textes sur les investissements ne sont pas sortis, et sans une discussion de fond avec le gouvernement.

Jules Thomas

Directeur de l'IMIC

International Management and Consultant

Je suis très admiratif de l'ampleur et de la justesse des décisions prises par le ministère des Finances. Ces gens sont compétents. Mais il y a un point que je veux souligner : le *Plan Comptable*, qui doit en principe régir la façon dont nous présenterons les comptes de notre entreprise aux services fiscaux, est incompréhensible pour nous, société anglophone, et il nous semble dangereux pour le Cambodge. Ce Plan Comptable n'existe qu'en khmer et en français. Nous n'avons aucun interlocuteur à qui nous adresser. Nous craignons de considérables pertes de temps et d'argent pour parvenir à présenter nos comptes selon ce système.

Je tiens surtout à souligner qu'en adoptant ce système français, différent du système adopté pratiquement partout dans le monde, et en particulier par les pays voisins du Cambodge, par la majorité des pays qui l'aident et qui y investissent, le Cambodge risque de compromettre son développement.

Les difficultés d'application seront considérables au Cambodge même, car il faudra que le très petit nombre de gens (une vingtaine ?) qui connaissent ce

système l'expliquent aux centaines d'entreprises qui soit ne le connaissent pas, soit connaissent l'autre.

Mais l'effet risque d'être dissuasif sur les grands investisseurs étrangers, à Singapour, à Hong Kong notamment, qui ne comprendront pas que le Cambodge fasse exception aux règles pratiquées partout. Le Cambodge veut réintégrer la communauté internationale ? Donner confiance aux investisseurs étrangers ? Sur ce point-là il fait une erreur.

Hubert Dognien

Directeur de la Caisse

Française de Développement (C.F.D.)

La priorité reste la même : il faut mettre en place un cadre réglementaire. Tous les investisseurs, privés, bilatéraux, multilatéraux, ont besoin de règles claires, les mêmes pour tous, ils ont besoin de transparence.

Alors que tout le monde dit qu'il faut aller vite, j'estime pour ma part qu'il faut aussi se donner le temps de la réflexion. Il faut définir les grandes orientations, préciser les stratégies, opérer les changements institutionnels qui en découlent, et pour cela réaliser des études préliminaires de fond. Par exemple : que faut-il privatiser ? Conserver dans le secteur public ? Où faut-il créer des joint-ventures ? Si l'Etat

donne des concessions (pour l'électricité, les télécommunications, l'eau, par exemple), il faut des cahiers des charges précis. Et ne pas oublier les conséquences des décisions sur l'environnement, comme en Thaïlande.

Les bailleurs de fonds internationaux qui vont bientôt se réunir à Tokyo pour se pencher sur l'aide à apporter concrètement au Cambodge se fondent pour dimensionner leur aide sur un certain nombre de critères politiques et économiques. Pour eux comme pour le privé, la garantie d'une amélioration de la sécurité est importante mais comme ils investissent sur le moyen et sur le long terme, les orientations que prennent aujourd'hui les responsables cambodgiens en matière de démocratie, de transparence budgétaire, de protection de l'environnement, de développement des ressources humaines et de la lutte contre la pauvreté seront étudiées avec une particulière attention.

Le gouvernement royal a déjà fait beaucoup dans ce sens. Il faut continuer. Les dirigeants cambodgiens ne doivent pas oublier que que l'aide internationale n'est malheureusement pas à la hauteur des besoins, elle est donc de plus en plus sélective.

Jerôme Petit

Directeur de S.D.V.

Pour nous Transitaires les progrès du système douanier sont certains : il n'y a plus de taxes à l'exportation, et la nouvelle formule des taxes à l'importation

est plus claire est plus précise. On sait ce qu'on aura à payer, au lieu du flou précédent.

En revanche sur la plan des backchiches, je ne vois pas de changement, malgré la bonne volonté du ministère des Finances : il faut toujours en passer par là pour faire avancer les dossiers.

En matière de conjoncture, c'est très maussade. On est toujours dans le creux de l' "après-APRONUC".

André Camp

Directeur de Total Cambodge

Tous les produits pétroliers ont subi une augmentation des taxes à l'importation le 19 septembre dernier (passées de 8 % à 20 %), et une deuxième, concernant l'essence seule, en novembre : la taxe est passée de 20 à 35 %. A cause du mouvement de la monnaie, les prix à la vente n'ont pas bougé. Ces taxes restent très modestes : l'essence est au Cambodge 10 fois moins chère qu'en France.

Je suis donc d'accord sur ces taxes, qui sont un moyen traditionnel pour les gouvernements de faire rentrer de l'argent. Mais il faudrait que personne ne triche. Or il y a des importations frauduleuses et la contrebande sur les lubrifiants concerne plusieurs dizaines de % du marché !

On verra avant la fin de l'année des stations services Total au Cambodge. Combien ? Cela dépend de la logistique amont, du stockage, des modalités de la joint-venture avec une société nationale que nous négocions.

Quant à notre premier forage, nous avons bon espoir !



Dans notre prochain numéro

- ◆ L'AUSTRALIE au Cambodge
- ◆ Les salaires : suite de notre enquête
- ◆ Aménagement du territoire : Kompong Speu
- ◆ et bien d'autres informations